



TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU SIEGE de LA CPAM DE LA CORREZE
Au 18 Avenue Winston CHURCHILL- 19000TULLE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(CCAP)

MARCHE N° 0003/2025

MARCHE DE TRAVAUX PASSE EN PROCEDURE ADAPTEE

Préambule	5
Dérogations au CCAG travaux :	5
1 MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES.....	6
1.1 Objet et forme du marché – Emplacement des travaux	6
1.2 Allotissement	6
1.3 Date de début et durée d'exécution du marché	6
1.4 Tranches ferme et optionnelles.....	7
1.5 Décomposition en phases.....	7
1.6 Pieces constitutive du marché.....	7
1.7 Intervenants.....	7
1.8 Travaux similaires	9
1.9 Titulaire du marché.....	9
1.10 Sous-traitance.....	10
1.11 Protection de la main d'œuvre, sécurité et hygiène du chantier.....	12
1.12 Assurances	13
2 DEROULEMENT DU CHANTIER.....	14
2.1 Implantation des ouvrages	14
2.2 Panneau de chantier.....	15
2.3 Accès au chantier.....	15
2.4 Sécurisation du chantier	15
2.5 locaux pour le personnel	15
2.6 Coordination des travaux	15
2.7 Registre de chantier tenu par le maître d'œuvre	15
2.8 Ordres de service.....	15
2.9 Délai d'exécution du marché.....	16
2.10 Prolongation du délai d'exécution.....	18
2.11 Échantillons - Notice technique – PV d'agrément.....	18
2.12 Matériaux et produits.....	18
2.13 Repliement des installations et remise en état des lieux.....	19
3 EXECUTION COMPLEMENTAIRE	19
4 CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	19
4.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	19
4.2 Réception.....	20
4.3 Documents fournis après exécution.....	21
5 GARANTIES.....	21
5.1 Garantie de parfait achèvement.....	21
5.2 La garantie de bon fonctionnement.....	21

5.3	La garantie décennale.....	21
5.4	Garantie particulière pour matériau de type nouveau	22
5.5	Garantie particulière des lots techniques.....	22
6	PRIX ET ACTUALISATION	22
6.1	Forme et contenu du prix.....	22
6.2	Actualisation des prix.....	23
6.3	Revision des prix	24
6.4	Modification des prix.....	24
6.5	Prix nouveaux	24
6.6	diminution - augmentation du montant des travaux.....	24
7	AVANCE.....	25
8	RETENUE DE GARANTI	26
9	REGLEMENT	26
9.1	Répartition des paiements	26
9.2	Décomptes mensuel :	27
9.3	Décompte final	28
9.4	Decompte general	28
9.5	Decompte general et definitif	29
9.6	Pièces justificatives des règlement demandés.....	29
9.7	Circuit des demandes de paiement.....	29
9.8	Modalites de reglement	29
9.9	Retard de paiement – Intérêts moratoires.....	30
9.10	Suspension du delais de paiement	30
10	PENALITES	30
	Remarque préliminaire	30
10.1	Pénalités pour retard d'exécution.....	31
10.2	Absences ou retards aux réunions	31
10.3	Infractions aux prescriptions de chantier.....	32
10.4	Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution.....	33
10.5	Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé	33
10.6	Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la lutte contre le travail dissimulé	34
11	MESURES COERCITIVES-ENTREPRENEUR DEFFAILLIANT	34
12	RESILIATION	34
13	CLAUSES DIVERSES.....	35
13.1	Protection des données à caractère personnel.....	35
13.2	Clause de rendez-vous.....	35
13.3	Clause de réexamen	36

13.4	Différents entre les parties.....	36
------	-----------------------------------	----

PREAMBULE

Le présent marché est soumis :

- à l'Arrêté du 19 juin 2018 portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale,
- à l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique
- au le Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique
- au Décret n° 2019-259 du 29 mars 2019 portant modification de diverses dispositions codifiées dans la partie réglementaire du code de la commande publique.

Il sera fait application, pour l'exécution du présent marché, des dispositions prévues par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux, sous réserve des compléments et dérogations énoncées dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières CCAP

Dérogations au CCAG travaux :

Articles du CCAG Travaux auxquels il est dérogé	Articles du CCAP dérogeant au CCAG Travaux
3.3	1.7
4.1	1.6
8.1.3	1.12
12.1	9.2
12.3	9.3
12.4	9.4 9.5
14	3
18.2	1.3 2.10
19.2	4.2 10 Remarque préliminaire 10.1 10.2 10.5
19.3	10.4
28.1	3.1 2.9
28.5	2.7
37	2.13
38	4.1
41	4.2
50.2.1	2.9 12
50.4	12
52.1	10.6 11

1 MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET ET FORME DU MARCHE – EMPLACEMENT DES TRAVAUX

1.2 ALLOTISSEMENT

Les travaux font l'objet d'un marché passé en lots séparés, comme suit :

Lot 0 : Généralités

Lot 1 : Platerie - faux plafond

Lot 2 : Menuiserie - Mobilier

Lot 3 : Electricité Courant Fort et Faible

Partie 3.1 : Electricité – courant fort & faible

Partie 3.2 : VDI

Lot 4 : CVC – Plomberie

Partie 4.1 : CVC - plomberie

Partie 4.2 : Climatisation salle informatique

Lot 5 : Peinture - Revêtements muraux, revêtements de sol et nettoyage

Lot 6 : Serrurerie

Lot 7 : Cloisons modulaires

Chaque lot séparé constitue un contrat à part entière faisant l'objet d'un acte d'engagement distinct engageant respectivement chacun des cocontractants envers le pouvoir adjudicateur.

Les travaux par lot sont décrits dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) propres à chaque lot et le cas échéant, l'additif aux CCTP initiaux tenant compte des modifications issues de la phase des négociations, ainsi que dans les documents techniques y afférents, plans, notices, etc.

Les conditions de desserte du chantier sont précisément encadrées par les pièces du marché et donc constituent une obligation contractuelle à laquelle il ne saurait être dérogé.

Le présent marché prévoit le recours possible à des modifications du contrat (clause de réexamen chapitre 13.3) dans les conditions prévues aux articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique. Toute modification sera actée par voie d'avenant.

1.3 DATE DE DEBUT ET DUREE D'EXECUTION DU MARCHE

La date prévisionnelle de début d'exécution est fixée au 01/09/2025.

Cette date est susceptible de faire l'objet d'un report.

La durée prévisionnelle d'exécution est de 7 mois, auxquels s'ajoutent les délais de garantie conformément à l'article 44 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 28.1 la période de préparation incluse dans le délais d'exécution du marché est fixée à 1mois

Par application de l'article 18.1.1 du CCAG Travaux, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucun préjudice si la date, fixée par ordre de service, pour le début d'exécution des travaux n'est pas postérieure de plus de 4 mois à celle de la notification du marché.

Par dérogation à l'article 18.2 du CCAG Travaux, le report ou la prolongation des délais d'exécution seront notifiés par ordre de service

1.4 TRANCHES FERME ET OPTIONNELLES

Sans objet.

1.5 DECOMPOSITION EN PHASES

Sans objet.

1.6 PIECES CONSTITUTIVE DU MARCHÉ

A l'exception de l'annexe de mise au pont éventuelle prévalant sur l'acte d'engagement, l'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur les annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG- Travaux, il est établi l'ordre des pièces du marché énumérée ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- Les actes d'engagements (AE) de chaque lot,
- La décomposition de prix global et forfaitaire (DPGF) propre à chacun des lots après la mise au point du marché,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à tous les lots et ses annexes,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre à chacun des lots,
- Le cadre de mémoire justificatif de l'offre (CMJO) propre à chaque lot,
- Le dossier de la déclaration préalable/ permis de construire,
- Le Rapport Initial de Contrôle Technique,
- Le Plan Général de Coordination,
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux,
- Les plans ainsi que les annexes,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,
- Le contenu de l'offre hors acte d'engagement, DPGF et éventuelles annexes,
- Le CCAG Travaux (arrêté du 30 mars 2021),
- Le CCTG Travaux,
- Le CCTG catégorie 6a ISO relatif aux travaux de pré-câblage,
- Les normes françaises homologuées ou normes équivalentes.

Les dispositions visées dans les pièces constitutives du marché s'appliquent à l'ensemble des intervenants.

Toute clause, protégée dans les tarifs du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux conditions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite.

En cas de contradiction entre les clauses des documents contractuels, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieur dont les exemplaires conservés par le maître d'ouvrage font seuls foi

1.7 INTERVENANTS

Pouvoir adjudicateur exerçant la Maîtrise d'ouvrage

le Directeur

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE D LA CORREZE

6 rue SOUHAM

19000 TULLE

Représenté par Mme LARTIGUE

Téléphone : 05.55.21.10.05

Courriel : carole.lartigue@assurance-maladie.fr

Profil acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage désigne son ou ses représentants à tout moment, dès la notification du marché ou en cours de son exécution.

Maître d'œuvre

P.R.E.C.I. CPAM de la GIRONDE

Pole régionale de compétence immobilière (entité CNAM) Bordeaux & Toulouse

Tél. : 07 63 67 80 83 (PRECI Bordeaux) & 06 38 76 04 14 (PRECI Toulouse)

MD113301-NA-PRECI.cpam-gironde@assurance-maladie.fr

preci.cpam-haute-garonne@assurance-maladie.fr

Ordonnancement, Pilotage et Coordination

La mission est confiée à : Groupement conjoint ALPHA-BET et Patrick Lasserre

le chargé d'affaires est Romain DREUILLES

r.dreuilles@alpha-bet.eu

Tél : 06.20.01.01.08

Les coordonnées du chargé d'affaires sont données à titre informatif. En cas de modification du chargé d'affaires, le titulaire sera informé par voie électronique, sans nécessité de modifier le présent CCAP

Contrôle Technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le Code de la construction et de l'habitation.

Le titulaire de la mission est la société SOCOTEC CONSTRUCTION.

le chargé d'affaires est Ciara OCARROLL

ciara.ocarroll1@socotec.com

Tél : 06 12 46 66 24

Les coordonnées du chargé d'affaires sont données à titre informatif. En cas de modification du chargé d'affaires, le titulaire sera informé par voie électronique, sans nécessité de modifier le présent CCAP.

Coordination en Matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Une coordination en matière de sécurité et de santé est organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives (voir Code du travail, articles R. 4532-11 et suivants).

L'opération est de classe 2 au sens de la coordination SPS.

Elle est confiée à BTP CONSULTANT

le chargé d'affaires est Alain YOUNSI

alain.younsi@btp-consultants.fr

Tél : 06 37 83 21 90

Les coordonnées du chargé d'affaires sont données à titre informatif. En cas de modification du chargé d'affaires, le titulaire sera informé par voie électronique, sans nécessité de modifier le présent CCAP.

Coordination des systèmes de sécurité incendie(SSI)

La mission est interne à la maîtrise d'œuvre.

Missions complémentaires confiées

- AMO INFORMATIQUE : Câblage VDI & Climatisation salle informatique

Mission confiée à la société AUSTRAL NET

- AMO Electricité & CVC

Mission confiée à la société ALPHA BET

1.8 TRAVAUX SIMILAIRES

Des marchés de travaux qui ont pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché et exécutées par l'entrepreneur pourront lui être confiés en faisant application de la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalable prévue à l'article R 2122-7 du code de la commande publique sous réserve toutefois cette possibilité réponde aux exigences posées par ledit article, notamment que le recours à ce type de marché négocié ait été prévu dans le cadre de la procédure de passation du marché de travaux passé en premier.

En tout état de cause, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés pourront être conclus ne pourra pas dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

Des marchés supplémentaires pourront être également conclus conformément à l'article R2194-2 du code de la commande publique.

1.9 TITULAIRE DU MARCHE

Les termes « l'entrepreneur » et « l'opérateur économique » employés dans les pièces constitutives du marché désignent le « titulaire » au sens de l'article 2 du CCAG-Travaux.

Dès la notification du marché, le représentant légal de l'entreprise titulaire indique la personne physique, habilitée à le représenter auprès du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, du coordonnateur OPC, du coordonnateur SPS, etc., pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Les notifications de décisions ou d'informations se rapportant au marché seront valablement faites à l'adresse figurant dans l'acte d'engagement.

Dès la notification du marché, le titulaire indiquera au maître d'ouvrage l'adresse électronique sur laquelle le représentant du pouvoir adjudicateur pourra lui notifier les décisions et informations visées au présent cahier des clauses administratives particulières, ainsi que tout courriel nécessaire à la bonne exécution du marché. En cas de modification de l'adresse électronique de référence, il devra en aviser le maître d'ouvrage dans les plus brefs délais.

Lorsque la notification intervient par échanges dématérialisés, la date d'accusé de réception du message électronique est retenue comme date de notification et fait qui sert de point de départ à ce délai, au sens de l'article 2 du CCAG-Travaux.

1.10 SOUS-TRAITANCE

a) Généralité

L'exécution de certaines parties du marché peuvent être sous-traitées, à condition que le titulaire est obtenu du maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance quel que soit le montant de la sous-traitance

La sous-traitance indirecte n'est pas autorisée.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite

Le titulaire du marché reste personnellement responsable des prestations sous-traitées et de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché en tant que cocontractant du pouvoir adjudicateur.

Tout désordre, toute mauvaise réalisation ou réalisation non conforme, voire tout oubli dans la réalisation de certaines prestations, enfin tout retard et tout autre manquement inhérent au sous-traitant sera imputée au titulaire du marché et fera l'objet d'une notification en ce sens à son intention. Il appartient alors à l'entreprise principale de prendre toutes les dispositions nécessaires, notamment à l'égard de son sous-traitant, pour remédier à ces différents manquements contractuels volontaires ou involontaires.

Toute sanction définie par le cahier des charges sera applicable exclusivement à l'entreprise principale, seule entité ayant un lien contractuel avec le maître de l'ouvrage.

En cas de résiliation pour faute notifiée à l'entreprise principale, cette dernière devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision. En ce cas, il fera son affaire de l'ensemble des actes successifs à cette décision de résiliation concernant son sous-traitant.

Conformément à l'article 14-1 de la loi du 31 décembre 1975, tout sous-traitant occulte dûment constaté par le maître d'ouvrage donnera lieu à une mise en demeure notifiée à l'entreprise principale pour procéder à la déclaration de son sous-traitant dans un délai franc définie par ladite lettre de mise en demeure. Si cette mise en demeure reste infructueuse, le maître d'ouvrage pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute.

Il est rappelé à ce titre que la méconnaissance par le titulaire de son obligation de déclaration du ou des sous-traitants, indépendamment de leur rang, est sanctionnée pénalement conformément à l'article L 8271-1-1 du code du travail.

b) Modalité d'acceptation

L'acceptation par le maître d'ouvrage d'un sous-traitant ainsi que l'agrément des conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles R. 2193-1 et suivants du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG-Travaux.

L'acceptation sera constatée par un acte spécial (DC4) contenant tous les renseignements mentionnés aux articles R. 2193-1 et suivants du Code de la commande publique et à l'article 3.6.1 du CCAG-Travaux signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance. Si cet entrepreneur est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre:

- l'acte spéciale DC4),
- les pièces mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et le cas échéant L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique concernant les interdictions de soumissionner,
- l'attestation de régularité administrative,
- attestation d'assurance en cours de validité,

- les certificats de qualifications professionnelles et relative aux qualifications attendues par le maître d'ouvrage (la preuve de la capacité de tous ses sous-traitants peut être apportée par tout moyen),
- Les justificatifs de sa capacité financière et professionnelle.
- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- L'acte de confidentialité

Le manquement à l'information de la sous-traitance par le titulaire, conduisant à une sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 50.3 du CCAG-Travaux).

L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve :

- de la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article R. 2191-3 du Code de la commande publique ou, à défaut si cet exemplaire ou ce certificat a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances, de la justification apportée par le titulaire du marché soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible ;
- que la demande en soit faite par le titulaire dans un délai compatible, d'une part avec le délai légal d'établissement du Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.S.P.S.) par le sous-traitant et d'autre part avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant soit au minimum 21 jours avant intervention du sous-traitant ;
- que ledit Plan Particulier soit effectivement établi et validé par le Coordonnateur Sécurité dans les délais requis, à défaut, l'agrément prononcé sera caduc. En tout état de cause, le titulaire demeure responsable en termes de délais du retard éventuel de son sous-traitant pour l'établissement du P.P.S.S.P.S. ;
- le cas échéant, que les prestations sous-traitées ne contreviennent pas au CCTP propre à chaque lot sur les tâches essentielles affectées directement au titulaire
- que dans le cas où le montant des prestations sous-traitées semble anormalement bas, et après vérifications des justifications fournies, il est établi que le montant des prestations sous-traitées n'est pas anormalement bas (voir les articles L. 2193-8, L. 2193-9 et R. 2193-9 du Code de la commande publique).

Dès acceptation, le titulaire du marché fait connaître le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Sous réserve que la demande ait été complète, la notification du marché emportera acceptation du sous-traitant dès lors que la demande est intervenue avant la date limite de remise des offres.

Si cette demande est intervenue après la date limite de remise des offres, et *a fortiori* après notification, elle sera constatée par la rédaction d'un acte spécial signé des deux parties via le formulaire DC4 ou équivalent.

Dans ce cas, le circuit d'agrément du sous-traitant passera par une validation des intervenants suivants :

- MOE
- AMO
- CSPS

Pour ce faire, la copie de la demande d'agrément sera transmise par le maître d'ouvrage aux intervenants cités ci-dessus.

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception de la totalité des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Le Pouvoir adjudicateur paie directement le(s) sous-traitant(s) lorsque la sommes des prestations sous-traitées est égale ou supérieure à 600 € TTC

1.11 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER

Conformément à l'article 6 du CCAG-Travaux, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maitre d'ouvrage.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de son ignorance des règles sociales, sanitaires et de sécurité, notamment celles découlant du code du travail et du code de la santé publique, ainsi que toutes autres règles encadrant le déroulement du chantier. Il reste personnellement responsable des violations et infractions qu'il commet. Il devra se soumettre aux prescriptions et remarques de caractère obligatoire formulées dans le cadre du rapport remis par le coordonnateur SPS ainsi qu'aux prescriptions formulées éventuellement par l'inspection du travail.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours conformément au décret d'application n°94-1159 du 26/12/94 :

- le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les cinq jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

En application de l'article 36 du CCAG Travaux, le titulaire a l'obligation de communiquer au maître d'ouvrage un schéma d'organisation et de gestion des déchets. En l'absence de production de ce document, et après une mise en demeure restée infructueuse, une pénalité sera appliquée conformément à l'article 10. Pénalités du présent CCAP

L'entreprise devra respecter les obligations indiquées aux CCTP, au Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et prendre connaissance du plan d'installation de chantier joint au dossier. Le non-respect des dispositions retenues par le Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé entraînera une pénalité appliquée suivant les stipulations prévues à l'article 10 Pénalités du présent CCAP.

En matière de protection de l'environnement, les dispositions de l'article 7 du CCAG Travaux sont applicables. Chaque entreprise veillera à ce que les prestations qu'elle effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

1.12 ASSURANCES

Quelles que soient la nature et l'importance de leur marché, toutes les entreprises participant aux travaux devront être titulaire des garanties énoncées ci-après, ces garanties devront être adaptées à la consistance et aux caractéristiques de l'ouvrage ainsi qu'aux risques encourus.

Il est en outre, rappelé que chaque entreprise s'engage à fournir la justification des qualifications professionnelles dont elle dispose lesquelles doivent impérativement correspondre aux travaux qui lui sont confiés.

L'entrepreneur s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non traditionnelles ou non agréées par les assureurs, sans avoir suivi préalablement la procédure dite "Appréciation Technique d'Expérimentation" ATEX et obtenu l'avis favorable du contrôleur technique.

Par ailleurs, sera supportée par l'entreprise concernée, toute surprime qui serait appliquée à l'une ou l'autre des polices souscrites par le maître d'ouvrage, en raison notamment :

- D'absence ou d'insuffisance de qualification
- De mise en œuvre de technique non traditionnelle ou non agréées par les assureurs
- De non-respect des exigences posées par le présent marché en termes de plafond de garantie au titre de la police RC décennale
- De validité des attestations présentées par l'entreprise sur la base des critères posés par le présent marché,
- De réserves non levées du bureau de contrôle ou et/ou figurant au PV de réception

En outre, la fourniture des justificatifs et l'engagement formel et écrit de se soumettre aux obligations imposées par le présent article Assurances, constituent une clause déterminante du marché.

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, l'entrepreneur ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, avant la notification du marché et dans un délai de 10 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage, qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance responsabilité civile professionnelle garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels) causés par l'exécution des travaux. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.
- d'une assurance responsabilité civile décennale au titre de l'article L241-1 du code des assurances. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.
- d'une assurance de dommages aux biens meubles de toute nature contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant les ouvrages et matériaux approvisionnés, sans aucune franchise,

En cas de renouvellement des polices en cours d'exécution du marché l'entrepreneur devra fournir sous 10 jours les nouvelles preuves d'assurance.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

Dès lors que l'estimation prévisionnelle du chantier dans lequel s'insère le présent marché, est supérieure au montant visé dans la police de responsabilité décennale, comme étant le plafond des garanties ou bien encore, le montant maximum des chantiers sur lequel l'assuré est autorisé à intervenir, chaque entreprise devra impérativement obtenir de sa société d'assurance, pour le chantier objet du marché et au titre de la police précisément désignée, l'abrogation de l'application de la règle proportionnelle en cas de sinistre.

Les franchises applicables en cas de sinistre seront supportées intégralement par le ou les responsables.

La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché. L'entrepreneur fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution ne pourra avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes afférentes aux polices mentionnées ci-dessus.

Par ailleurs, Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire un contrat d'assurance dommages ouvrage, dont il réglera la prime. L'entrepreneur s'engage à fournir au maître d'ouvrage tous les éléments qui pourraient être demandés par son assureur pour la souscription de la police dommage-ouvrage. En cas de sous-traitance acceptée par le maître d'ouvrage, l'entrepreneur s'engage à obtenir des sous-traitants tous les éléments demandés.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, sans qu'il n'y soit nullement tenu, de souscrire tant à son profit qu'à celui de l'ensemble des entreprises : une police de type Tous Risques Chantier (TRC) garantissant l'ensemble des risques accidentels fortuits en cours de construction et éventuellement la responsabilité vis-à-vis des tiers pendant cette période (l'entrepreneur devra néanmoins conserver sa police individuelle de responsabilité de droit commun telle que décrite ci-avant).

La police comportera une franchise qui ne sera pas supérieure à mille (1000,00) euros et qui, en cas de sinistre, sera supportée intégralement par l'entreprise responsable de celui-ci ou, en cas de pluralité de responsables, au prorata des responsabilités déterminées.

Dans le cas où aucune responsabilité ne pourrait être déterminée, la franchise sera imputée au(x) titulaire(s) du (ou des) lot(s) concerné(s), au prorata du coût de la réparation des dommages affectant le (ou les) lot(s).

Si l'entreprise responsable du sinistre, à défaut l'entreprise titulaire du lot sinistré, ne prend pas en charge la réparation du sinistre, la franchise, ou son prorata, sera prélevée sur sa demande de paiement de chantier.

S'agissant du versement des indemnités au titre de la police Tous Risques Chantier (TRC), il est d'ores et déjà convenu, que les indemnités seront versées par l'assureur au seul maître d'ouvrage à charge pour lui de les verser ensuite, aux entreprises concernées sur présentation de situations de travaux de réparation ou de reconstruction correspondantes.

2 DEROULEMENT DU CHANTIER

2.1 IMPLANTATION DES OUVRAGES

Il convient de se reporter aux CCTP.

A défaut, il sera fait application du CCAG Travaux en son article 27.

2.2 PANNEAU DE CHANTIER

Le titulaire du lot 2 aura à sa charge la fourniture et la pose du panneau obligatoire de chantier et d'un panneau d'information selon modèle fourni par le maître d'œuvre y compris assise et fondation.

2.3 ACCES AU CHANTIER

Le titulaire du lot 2 aura à sa charge de déposer en mairie une demande de mise à disposition du parking adjacent au profit de l'ensemble des entreprises

Chaque entreprise titulaire se verra remettre une « clé passe » ainsi qu'un bip de garage permettant d'accéder aux locaux et espace de stockage. Aucune copie de celui-ci n'est autorisée. A charge du titulaire de gérer l'accès au chantier de ses sous-traitants éventuels.

En cas de perte l'entreprise aura à sa charge le remplacement de l'ensemble des serrures et de leurs clefs au nombre de 4 minimum par serrures auquel le passe donnait accès, ainsi que le remplacement du bip perdu.

Pour chaque lot il sera autorisé de stationner au garage 1 véhicule. Attention toutefois la hauteur maximum d'accès est de 1,8 m.

2.4 SECURISATION DU CHANTIER

Les entreprises ont l'obligation de garder les accès au chantier fermés en leur absence Il appartient à chaque entrepreneur de prendre les mesures nécessaires pour éviter les vols et dégradations

En cas de constat de non fermeture avérée du chantier, pouvant entraîner des intrusions faciles et sans effraction du chantier ou de l'immeuble, ou si des intrusions ont eu lieu toujours par défaillance de la fermeture du chantier ou de l'immeuble, Il sera fait application des pénalités conformément à l'article 10 du présent CCAP et en cas de dégradations ou de vol l'entreprise identifiée sera responsable de la remise en état et indemnisation des pertes.

2.5 LOCAUX POUR LE PERSONNEL

Le titulaire du lot 2 aura à sa charge l'emménagement et l'entretien, dans les locaux mis à disposition par le maître d'ouvrage, de vestiaires, d'un coin repas et sanitaire à l'usage de l'ensemble des entreprises.

2.6 COORDINATION DES TRAVAUX

La coordination des travaux comprenant l'ordonnancement, le pilotage et la direction des travaux faisant l'objet du marché et de ceux faisant l'objet des autres marchés concourant à la réalisation de l'ouvrage sera assurée par le maître d'œuvre et l'OPC

2.7 REGISTRE DE CHANTIER TENU PAR LE MAITRE D'ŒUVRE

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre n'est pas tenu de tenir un registre de chantier retraçant le déroulement du chantier.

2.8 ORDRES DE SERVICE

Il sera fait application du CCAG travaux et notamment des articles 3.8.

Les travaux sont exécutés par l'entrepreneur, sous la direction du Maître d'œuvre, conformément aux ordres de services, plans et dossiers remis.

Le démarrage général des travaux sera notifié par le maître d'ouvrage. Il sera porté à la connaissance des titulaires de tous les lots et du Maître d'œuvre.

Chaque lot fera ensuite l'objet d'un ordre de service spécifique de démarrage des travaux.

Les ordres de service seront préparés par le maître d'œuvre puis transmis au maître d'ouvrage qui les notifiera au titulaire. Seuls les ordres de service notifiés par le maître d'ouvrage seront opposables.

Pour préserver ses droits par rapport à un ordre de service qui lui est notifié, l'entreprise devra le signer « avec réserves » et expliciter celles-ci, sous 15 jours, délais de poste inclus, à compter du lendemain de la réception de l'ordre de service. À défaut de respecter ce délai l'entrepreneur sera réputé avoir accepté l'ordre de service et renoncé définitivement à toute réclamation de ce chef.

Le maître d'œuvre tiendra à jour un fichier des ordres de service par ordre chronologique.

2.9 DELAI D'EXECUTION DU MARCHE

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux ou délai global de l'opération de travaux, tel que fixé dans l'Acte d'Engagement par le Maître d'ouvrage est de 7 mois comprenant 1 mois de période de préparation.

Ce délai aura pour origine la date fixée par la décision du Maître d'ouvrage notifiant le démarrage des travaux, lequel devra tenir compte de la période de préparation fixée.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution défini ci-après.

Période de préparation

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, il est fixé une période de préparation d'1 mois incluse dans le délai global d'exécution à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur de commencer l'exécution des prestations de préparation du chantier, sauf mention contraire au CCTP et/ou au PGC.

Le délai global d'exécution de la période de préparation du chantier comprend les études nécessaires à l'exécution de la totalité des travaux, Il est procédé, notamment au cours de la période de préparation aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes.

Par les soins du Maître d'ouvrage :

- envoi de la déclaration réglementaire d'ouverture du chantier (DROC)

Par les soins du Maître d'œuvre ou de l'OPC en liaison avec les entreprises :

- établissement, après consultation des entreprises, du calendrier détaillé d'exécution
- la fixation des dates de remise des études techniques ;
- l'organisation du chantier.

Par les soins de l'Entrepreneur, en liaison avec le Maître d'œuvre :

- établissement et présentation au visa de l'OPC ou du Maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux avec effectifs prévisionnels pour la durée du chantier et tous les éléments permettant d'élaborer le calendrier détaillé d'exécution des études et travaux. Participation avec l'OPC aux réunions de mise au point du calendrier détaillé.
- le programme d'exécution des travaux prévus à l'article 28.2.1 alinéa 1 du CCAG Travaux ;

- l'établissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution, liste des matériaux et matériels pressentis, échantillons, prototypes, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux ;
- établissement du ou des plans de réservations ;
- Constitution de l'équipe de direction pour la conduite du chantier et désignation de la personne responsable pouvant être contactée pendant toute la durée du chantier
- Constitution de l'équipe chargée des études d'exécution

L'entrepreneur est tenu de respecter les dates et échéances fixées d'exécution des travaux. Tout retard ou perturbation de la bonne marche de la préparation du chantier est sanctionné par l'application de pénalités dans les conditions définies au présent CCAP, voire de résiliation du marché.

Tout retard ou perturbation de la bonne marche de la préparation du chantier est sanctionné par l'application de pénalités dans les conditions définies au présent CCAP, voire de résiliation du marché.

Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux

Conformément à l'article 18.1.4 (travaux allotis) du CCAG-Travaux, un calendrier prévisionnel d'exécution figure en annexe du marché, précisant le délai d'exécution des travaux incombant au titulaire au sein du délai global d'exécution de l'ensemble des travaux allotis et les dates d'intervention relatives à chaque lot

Le délai d'exécution est confirmé ou modifié pendant la période de préparation du chantier dans les conditions prévues à l'article 28.2.3 (travaux allotis) du CCAG-Travaux.

Les délais d'exécution partent de la première intervention de l'entrepreneur sur le chantier et expirent en même temps que sa dernière intervention. Chaque intervention de l'entrepreneur sur le chantier fait l'objet d'un délai particulier ; la durée cumulée de ces délais particuliers est au plus égale à la durée du délai d'exécution propre au lot considéré.

Le délai global d'exécution de l'ensemble des travaux est fixé à 7 mois avec période de préparation incluse, à compter de la date de démarrage notifiée par ordre de service à l'entreprise qui intervient la première sur le chantier soit le titulaire du lot 1 platerie faux plafond et qui vaut point de départ du délai global d'exécution des travaux de l'ensemble des lots.

L'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur du lot 1 de commencer l'exécution de ses prestations est porté à la connaissance des entrepreneurs chargés des autres lots.

Le délai global d'exécution de l'ensemble des travaux comprend dans le délai susvisé en fonction de la composition des travaux à réaliser, le repliement des installations de chantier, la remise en état des emplacements mis à la disposition de l'entrepreneur.

Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par l'OPC avec les entrepreneurs titulaires des différents lots, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux. Les titulaires des différents lots doivent remettre l'ensemble des renseignements demandés par l'OPC dans un délai maximal de 5 jours ouvrés après la date de démarrage de la période de préparation.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages objet de la présente consultation. Il indique en outre pour chacun des lots :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Après acceptation par le maître d'ouvrage, le calendrier détaillé d'exécution est notifié aux entreprises par ordre de service.

Par dérogation à l'article 50.2.1 du CCAG travaux, l'entrepreneur ne peut obtenir la résiliation du marché pour ordre de service tardif.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le maître d'ouvrage peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement.

Le calendrier initial, éventuellement modifié, est notifié par ordre de service à tous les titulaires.

Toute augmentation du délai d'exécution doit faire l'objet d'un ordre de service de prolongation de délai du maître d'œuvre.

Au cours du chantier et après concertation avec les différents entrepreneurs concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution. Ces modifications ne doivent entraîner aucune répercussion sur le délai d'exécution de l'ensemble des lots ; elles tiennent compte toutefois, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application des articles 18.2.2 du CCAG travaux et des dispositions ci-après.

Le délai d'exécution fixé à l'acte d'engagement comprend :

- les périodes de congés payés sans interruption pour le déroulement du chantier (pour rappel, le titulaire s'étant engagé sur les spécificités du planning - article 5.2 point 6 du RC),

2.10 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

Pour toute prolongation du délai global d'exécution à la demande du maître d'ouvrage résultant soit de sujétions techniques imprévues, soit de modifications affectant l'ouvrage, ajournement de travaux, encore résultant de la force majeure, l'importance de la prolongation des délais d'exécution sera arrêtée par le maître d'ouvrage au vu de justificatifs détaillés présentés par le maître d'œuvre

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG-Travaux, les modifications décidées et leur incidence financière sur le marché de travaux considéré pourront être notifiées par ordre de service.

2.11 ÉCHANTILLONS - NOTICE TECHNIQUE – PV D'AGREMENT

Les échantillons doivent être présentés au maître d'œuvre afin de retenir les choix en concertation avec le maître d'ouvrage, dans le respect du délai demandé par le maître d'œuvre et/ou l'OPC.

2.12 MATERIAUX ET PRODUITS

Il sera fait application des Article 23 (qualité conforme aux normes substituable qu'avec accord MO) 24 (vérification sur le chantier quant à la qualité des matériaux mises en œuvre) du CCAG Travaux

Le CCTP propre à chaque lot fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux stipulations des dites pièces. Il définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG Travaux et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur, la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet. Dans ce but il doit notamment signaler au pouvoir adjudicateur les essais qu'il estimerait nécessaires et la preuve par tout moyen admis par la réglementation, des qualités des matériaux et des éléments de construction ou celle de leur conformité aux règles de l'art qui leur sont applicables.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications, ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur, les vérifications de qualité sont assurées par le Bureau de Contrôle.

Les essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché sont rémunérés par le maître d'ouvrage après accord.

2.13 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

Chaque entreprise a la charge de l'évacuation de ses propres déchets jusqu'à une décharge publique en tri sélectif, du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations, matériel qu'il aura salies ou détériorées et du remplacement de tout matériel dérobé.

Par dérogation de l'article 37 du CCAG-Travaux, À défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après mise en demeure par le maître d'ouvrage ou maître d'œuvre au titulaire en rendez-vous de chantier ou par écrit qui peut être électronique, resté sans effet, selon les stipulations de l'article 11 Mesures coercitives ci-après, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de 5 jours-calendaires après la demande formulée au titulaire, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

Les mesures définies ci-dessus sont appliquées sans préjudice des pénalités particulières qui peuvent avoir été stipulées dans le marché à l'encontre du titulaire.

3 EXECUTION COMPLEMENTAIRE

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-Travaux, lorsque le montant des ouvrages exécutés atteint le montant contractuel des travaux, tel que défini à l'article 14.1 du CCAG-Travaux, le titulaire doit les arrêter s'il n'a pas reçu un avenant à son contrat, lui notifiant la décision de les poursuivre, prise préalablement par le représentant du pouvoir adjudicateur

Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les ouvrages pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies ci-après pour le dépassement du montant contractuel des travaux.

Le titulaire est tenu d'aviser le maître d'œuvre, un mois au moins à l'avance de la date probable à laquelle le montant des ouvrages atteindra le montant contractuel des travaux. L'ordre de poursuivre les ouvrages au-delà du montant contractuel des travaux, s'il est donné, doit être notifié dix jours au moins avant cette date.

À défaut d'ordre de poursuivre, les ouvrages qui sont exécutés au-delà du montant contractuel ne sont pas payés et les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître d'ouvrage sauf si le titulaire n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

4 CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

4.1 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Conformité des matériaux, produits et composants de construction

La conformité des matériaux, produits et composants de construction aux spécifications du marché peut être établie suivant les dispositions de l'article 24 du CCAG-Travaux. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, les essais et contrôles supplémentaires effectués à la demande du maître d'ouvrage seront supportés par l'Entrepreneur si les résultats de ces essais ou contrôles lui sont défavorables.

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus aux CCTP propre à chaque lot seront assurés sur le chantier par l'entrepreneur à sa charge et sous le contrôle du maître d'œuvre. Au cas où il serait constaté que l'entrepreneur n'est pas en mesure de procéder d'une façon satisfaisante aux essais de contrôle qui lui sont imposés, le maître d'œuvre se chargerait de la réalisation de ces essais par un laboratoire de son choix et aux frais de l'entrepreneur.

Tous les procès-verbaux des essais demandés seront rassemblés par le contrôleur technique et remis au maître d'ouvrage.

Gestion de la qualité

Conformément aux dispositions de l'article 28.4 du CCAG-Travaux, pour obtenir la qualité requise des ouvrages, le titulaire remettra au maître d'œuvre, lors de la période de préparation, une note indiquant le suivi de la gestion d'un plan qualité permettant d'identifier certaines étapes des travaux comme des étapes sensibles, des points d'arrêts où des vérifications particulières seront utiles.

4.2 RECEPTION

Par dérogation aux dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux, la réception des travaux a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation des ouvrages composants l'opération du présent CCAP. Elle prend effet à la date de cet achèvement.

La réception constitue le point de départ du délai des garanties légales.

Il convient de préciser que le maître d'ouvrage ne procédera à la réception des ouvrages que lorsqu'il sera possible d'en prendre possession et que les travaux faisant l'objet de réserves dans la décision de réception doivent être de nature telle qu'ils puissent être exécutés sans apporter de gêne importante aux utilisateurs et usagers des ouvrages.

Une méthodologie de réception sera mise au point avec l'entreprise en accord avec le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

La réception définitive a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux. Le maître d'œuvre procédera au constat d'achèvement des travaux par lots par rapport au calendrier d'exécution détaillé.

Ce constat délivré par ordre de service et assorti éventuellement de réserves, ne vaut pas réception.

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves prévues au C.C.T.G. ou au CCTP.

En application de l'article 41.6 du CCAG-Travaux, le délai fixé à compter de la date de réception avec réserves retenue par le maître d'ouvrage pour remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes sera notifié à l'entrepreneur en même temps que la décision prise au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du maître d'œuvre.

Si l'entrepreneur n'a pas levé les réserves à la réception dans le délai qui lui était imparti, le maître d'ouvrage mettra en demeure l'entrepreneur d'effectuer les travaux dans un délai de 10 jours calendaires maximum. Ce délai est assorti des pénalités de retard fixée à 1/1000 du montant HT du marché sans être inférieure à 250 euros (article 10.1 du présent CCAP) par jour de retard non compris l'incidence financière de toutes les mesures conservatoires à prendre qui seront à sa charge, par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux.

Passé, ce délai, les travaux pourront être effectués en application de l'article 11 Mesures coercitives du présent CCAP par une entreprise au choix du maître d'ouvrage, aux frais et risques et pour le compte de l'entrepreneur défaillant.

4.3 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Les dispositions de l'article 40 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Le titulaire remet au maître d'œuvre en 3 exemplaires :

- Au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux conformément à l'article 41.1 du CCAG-Travaux : les plans d'exécution conforme à la réalisation, les fiches techniques des matériaux, matériels et produits mis en œuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets
- Dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux : les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO). Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

En même temps, il sera de surcroît remis, une version informatisée sur support type clef USB, des documents ci-dessus compatible avec les logiciels (Word, Excel, plans au format AUTOCAD (dwg) et fichiers en PDF (logiciel adobe Acrobat).

5 GARANTIES

5.1 GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Dans un délai maximal de 10 jours à compter de la date de réception des travaux, le maître d'œuvre prend l'initiative de la mise en place d'un cahier de suivi de parfait achèvement.

Chaque fois que nécessaire, le maître d'œuvre invite l'entrepreneur à effectuer les travaux, reprises ou modifications dus en application des dispositions de l'article 44 du CCAG-Travaux.

Si 15 jours avant l'issue du délai de parfait achèvement, l'entrepreneur n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations qu'il doit en application des dispositions de l'article 44 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre le convoque en vue d'un constat de non-achèvement des ouvrages.

Le constat de non-achèvement des ouvrages fait l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le maître d'œuvre et signé par lui et par l'entrepreneur.

Si ce dernier refuse de signer, il en est fait mention audit procès-verbal.

Passé ce délai, par ordre de service, une prolongation de la garantie de parfait achèvement pourra être notifiée par le pouvoir adjudicateur et les travaux pourront être effectués en application de l'article 11 Mesures coercitives du présent CCAP, par une entreprise au choix du maître d'ouvrage, aux frais et sous la responsabilité de l'entreprise titulaire du marché

5.2 LA GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT

La durée de garantie de bon fonctionnement est fixée à 2 ans pour tous les équipements qui ne relèvent pas de la garantie décennale conformément aux principes dont s'inspire l'article 1792-3 du code civil. Les fabricants d'un ouvrage d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes dont s'inspire l'article 1792-4 du code civil.

5.3 LA GARANTIE DECENNALE

La garantie décennale couvre les dommages tels qu'ils sont définis par les principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil. Les fabricants d'un ouvrage d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement

sont solidairement responsables de cette garantie avec l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes dont s'inspire l'article 1792-4 du code civil.

5.4 GARANTIE PARTICULIERE POUR MATERIAU DE TYPE NOUVEAU

Si l'entrepreneur propose dans son offre d'utiliser des matériaux et des fournitures de type nouveau, il doit s'engager à garantir le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue des produits mis en œuvre, et ce, pendant dix (10) ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

Cette garantie, qui devra également être couverte par une assurance spéciale, engage l'entrepreneur dans le cas où, pendant ce délai, la tenue des matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à les remplacer, à ses frais, sur simple demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, par des matériaux ou des fournitures faisant l'objet d'un agrément réglementaire.

Ce matériau devra être préalablement soumis à l'avis du Contrôleur technique et de la maîtrise d'œuvre.

5.5 GARANTIE PARTICULIERE DES LOTS TECHNIQUES

Les éléments de garanties spécifiques ont été intégrées dans les CCTP des lots techniques.

6 PRIX ET ACTUALISATION

6.1 FORME ET CONTENU DU PRIX

Le présent marché est conclu en euros à prix forfaitaires, définitifs et fermes exprimé hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC). Les prix sont réputés comprendre tous les ouvrages, toutes les sujétions accessoires nécessaires au parfait achèvement des travaux (article 9.1 CCAG Travaux) notamment :

- L'établissement et le suivi du planning d'exécution,
- Les moyens de manutention et de levage nécessaires à la mise en œuvre des matériaux ;
- La fourniture et la mise en œuvre des systèmes de protection individuelle et collective lors des travaux en hauteur,
- Le remplacement ou la mise en état des pièces détériorées jusqu'à la réception,
- La protection provisoire efficace contre les salissures et dégradations des ouvrages de chaque lot et/ou section technique (ST), ainsi que la protection des ouvrages au profit des autres s'il y a un risque de détérioration par l'intervention du lot considéré,
- L'enlèvement des gravats, déchets, emballages vides,
- Le nettoyage général des chantiers liés à l'exécution des travaux de chaque lot (à minima 1fois par semaine),
- les frais d'obtention de l'attestation de conformité visée par le « CONSUEL » (Comité National pour la Sécurité des Usagers de l'Electricité),
- les dépenses communes de chantier,
- le temps de présence de l'entrepreneur (ou personne dûment désignée) pour les réunions de préparation et de chantier,
- les frais d'assurance et d'accidents,
- Les frais d'études et de reproduction de documents,

L'entrepreneur est réputé avoir fait une reconnaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux lui incombant. Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

L'entrepreneur est tenu de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de son offre.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'acte d'engagement, l'entrepreneur, dans le cadre de son obligation de conseil professionnel, prendra soin de signaler, si nécessaire, par écrit au maître d'ouvrage toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le programme ou l'exécution prévue.

Sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, l'entrepreneur est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché).

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra arguer, après notification du marché, des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions des CCTP ou des plans pour justifier une demande de supplément

Le prix porté à l'acte d'engagement de l'entrepreneur s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

L'entrepreneur aura vérifié les obligations réglementaires en vigueur au jour de l'exécution des travaux.

Toute difficulté inhabituelle d'approvisionnement devra être dûment justifiée comme étant irrésistible, imprévue et extérieure aux parties, pour faire l'objet d'une autorisation d'augmentation de délai. Il devra également être dûment justifié que les commandes ont été réalisées dès que possible.

Les dépenses supplémentaires imprévues que l'entrepreneur pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ses aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

S'il en éprouve le besoin, le candidat devra intégrer dans son offre l'ensemble des prestations qu'il estimerait nécessaire, sur présentation d'une offre financière annexe, qui restera à l'approbation de la maîtrise d'ouvrage.

6.2 ACTUALISATION DES PRIX

Si un délai supérieur à 180 jours s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations les prix concernés sont actualisés par application de la formule suivante :

$$P \text{ actualisé} = P \text{ initial} \times (I(m-3)/Im0)$$

Où:

I = valeur de l'index de référence concernant la nature des travaux (voir tableau ci-dessous)

I (m-3) = valeur de l'index de référence concernant la nature des travaux à la date de début d'exécution des prestations-3 mois

Im0 = valeur de l'index de référence concernant la nature des travaux du mois de la remise de l'offre.

LOT	LIBELLÉ	INDICE
1	PLATRERIE - FAUX PLAFOND	BT 08

2	MENUISIRE - MOBILIER	BT 18a
3	ELECTRICITE courant fort et faible	BT 47
4	CVC - PLOMBERIE	BT 38
5	REVETEMENTS MURAUX, PEINTURE REVETEMENTS DE SOL ET NETTOYAGE	BT 46
6	SERRURERIE	BT 42
7	CLOISONS MODULAIRES	BT 08

6.3 REVISION DES PRIX

Aucune révision de prix n'est prévue, pour toute la durée d'exécution du marché

6.4 MODIFICATION DES PRIX

Ne sont pas comprises dans le prix forfaitaire initial, les modifications affectant la consistance initiale des travaux et résultant de changement réalisées à la demande du maître d'ouvrage. Un avenant acte l'ensemble des modifications réalisées à la demande du maître d'ouvrage engendrant une augmentation du prix des prestations

De même, ne sont pas compris dans le prix forfaitaire initial, les prestations supplémentaires qui résulteraient de sujétions techniques imprévisibles ou les conséquences financières d'aléas d'ordre économique ouvrant droit soit au paiement des prestations supplémentaires rendues nécessaires à la poursuite de l'exécution des travaux et à l'achèvement de l'ouvrage, soit au versement d'une indemnité visant à garantir le droit de l'entrepreneur à l'équilibre du contrat.

6.5 PRIX NOUVEAUX

Les travaux non prévus seront réglés en application de l'article 13 du CCAG.

Il s'agit des prestations supplémentaires ou modificatives qui sont notifiées par ordre de service et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix. Les prix nouveaux seront des prix forfaitaires.

Dans le cas de travaux réglés sur prix forfaitaires, lorsque des changements sont ordonnés par le maître d'œuvre dans la consistance des travaux, le prix nouveau est réputé tenir compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements, à l'exclusion du préjudice indemnisé, s'il y a lieu, par application de l'article 14.3 ou de l'article 15.1 du CCAG Travaux

S'il existe des décompositions de prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, leurs éléments, notamment les prix d'unité contenus dans les décompositions, sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

6.6 DIMINUTION - AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX

Par application de l'article 14.3 et 15.1 du CCAG-Travaux, la diminution ou augmentation du montant des travaux limite est de :

- 5 % du montant contractuel.

7 AVANCE

Conformément à l'article R 2191-1-à 7 du code de la commande publique, le titulaire, et cocontractant aura droit à une avance si le montant du marché initial, ou de la tranche en cas de marché à tranches, est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution des travaux est supérieur à 2 mois, sauf renonciation expresse de sa part (cf. Acte d'Engagement),

En application de l'article 10.1 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage retient l'option B

L'avance égale à :

-20% pour les PME

-5% pour les autres opérateurs économiques,

Cette avance n'est due que sur la part du marché que le titulaire ne sous-traite pas. Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées même dans l'hypothèse où le sous-traitant ne souhaiterait pas bénéficier de l'avance.

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants ayant droit au paiement direct et remplissant les conditions d'octroi d'une avance telles que fixées à R 2191-3 du Code de la Commande Publique. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par l'acheteur,

L'avance égale à :

-20% pour les PME

-5% pour les autres opérateurs économiques,

De la même manière, une avance de 10% pour les marchés de travaux ne remplissant pas les conditions de montant et de délai visés à l'article R2191-3, pourra être versée au titulaire, cocontractant ou sous-traitant, s'il s'agit de PME, sous réserve qu'il en formule la demande expresse au maître de l'ouvrage par toute voie probante, ceci, avant tout commencement du règlement des travaux.

Le délai de paiement des avances court à compter de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché (si un tel acte est prévu à défaut, à partir de la date de notification du marché et de la réception par le maître d'ouvrage de la garantie financière susvisée ainsi que d'une facture.

La production de la garantie financière en remboursement de l'avance vaut demande de versement de cette dernière.

Le remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues à titre d'acompte ou de solde, que ce soit au titulaire du marché ou au sous-traitant, lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché ou de la tranche.

Il doit en tout état de cause être soldé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% ; article R2191-11 du Code de la Commande Publique. Le maître d'ouvrage se réserve la faculté de précompter en une fois le montant d'avance à rembourser, lorsque que les sommes dues le permettent.

Le montant de l'avance n'est ni révisable ni actualisable

8 RETENUE DE GARANTI

Une retenue de garantie, à la charge du titulaire égal à 5 % (du montant initial TTC du marché augmenté, le cas échéant, du montant des avenants (article R 2191-33 Code de la commande Publique), est prélevée par fractions sur chacun des versements - autres qu'une avance - effectué au bénéfice du titulaire.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première, établie selon un modèle fixé par arrêté du ministre chargé de l'économie (voir arrêté NOR : ECOM1830225A du 22 mars 2019) et indiquant la date indicative de réception de ou des ouvrages.

Dans l'hypothèse où le montant des sommes dues au titulaire ne permettrait pas de procéder au prélèvement de la retenue de garantie, celui-ci est tenu de constituer une garantie à première demande selon les modalités fixées aux articles R. 2191-36 à R. 2191-42 du Code de la commande publique.

Lorsque le titulaire du marché est un groupement solidaire, la garantie est fournie par le mandataire pour le montant total du marché, avenants compris. (Article R2191.39 du Code de la Commande Publique)

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande. Cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

La retenue de garantie est remboursée, ou les établissements ayant accordé leur garantie sont libérés, un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie. Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur garantie pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée. (Article R.2191-35 du Code de la Commande Publique)

9 REGLEMENT

9.1 REPARTITION DES PAIEMENTS

Répartition par cotraitant (cas d'un groupement d'entreprises titulaire)

Pour les demandes de paiement d'un groupement d'entreprises solidaires, le mandataire est seul habilité à présenter au maître d'ouvrage la demande de paiement.

La signature de la demande de paiement par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement.

La demande de paiement peut être présentée par le groupement sous forme de factures, le mandataire est autorisé à présenter,

- une facture unique établie par le groupement, et donnant lieu à un règlement sur un compte unique
- la liasse des factures délivrées par chaque membre du groupement. Dans ce cas, chaque facture doit être revêtue de la mention « bon pour paiement » dûment signée par le mandataire et du cachet de ce dernier, donnant lieu aux choix du groupement à un règlement sur un compte unique ou sur le compte de chaque cotraitant des sommes qui lui sont dues

Païement directement à des sous-traitants

Le montant des sommes à verser par paiement direct à chaque sous-traitant est spécifié dans l'Acte Spécial de Sous-Traitance (DC4) mentionné aux articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du Code de la commande publique et constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Toute modification dans la répartition des prestations entre le titulaire et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes exige l'établissement d'Actes Spéciaux de Sous-Traitance modificatifs.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur à l'entreprise principale et au maître d'œuvre par toute voie probante. Il libelle les factures au nom du titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement. La demande de paiement adressée au maître d'œuvre est accompagnée du double des pièces adressées au titulaire, le cas échéant de l'accusé réception ou du récépissé attestant que le titulaire a reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire.

A la réception des factures, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

En cas d'accord, le titulaire du marché joint au projet de décompte mensuel ou pour solde une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné. Il reprend dans le décompte qu'il adresse au pouvoir maître d'œuvre pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous traitées, en les faisant apparaître distinctement.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans les délais réglementaires (30 jours) à compter soit de la réception de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant, soit de l'expiration du délai de 15 jours si pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

En cas de non retrait du pli envoyé par LRAR, le délai de 30 jours court à compter de la réception de la copie de l'avis postal par le pouvoir adjudicateur.

9.2 DECOMPTES MENSUEL :

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes jusqu'à 95% du montant initiale du marché.

La forme et le contenu des demandes d'acomptes sont régis par l'article 12.1 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG Travaux, la demande d'acompte est présentée à l' OPC par mail avec copie au maître d'œuvre, sous la forme d'un projet de décompte. Celui-ci établit, à partir des prix de base hors TVA du marché, le montant total des sommes auxquelles le titulaire peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis son début. Les projets de décomptes devront être cumulatifs et faire apparaître :

- le total des quantités exécutées depuis le début du chantier,
- le pourcentage d'avancement du mois en cours par poste
- le pourcentage d'avancement depuis le début du chantier par poste
- les prix des unités composant le prix forfaitaire et les produits.

Ils devront être établis en Euros HT, la TVA étant reprise en fin de décomposition et comporter l'ensemble des mentions légales, dont celles prévues par l'article 242 nonies A de l'annexe II au Code Général des Impôts, elle mentionne en outre les références du présent marché et n° du lot

Par dérogation à l'article 12.1.4 du CCAG travaux, les seuls approvisionnements pris en compte seront les éléments fabriqués en usine et destinés à être intégrés aux ouvrages et les matériaux de construction déposés sur le chantier et pour lesquels l'entrepreneur est en mesure de justifier leur règlement

Par dérogation à l'article 12.1. du CCAG Travaux, l'OPC procède à la vérification de la conformité d'exécution des prestations facturées selon l'article R 2192-17 du CCP et des projets de décomptes mensuels **établis avant le 20 de chaque mois par l'entrepreneur.**

L'OPC avec accord du maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel qui devient alors le décompte mensuel. Le décompte mensuel est notifié par l'OPC au titulaire qui le dépose sur la plateforme CHORUS pour règlement par le maître d'ouvrage.

9.3 DECOMPTE FINAL

Pour le solde du marché, la forme et le contenu de la demande de paiement finale sont régis par l'article 12.3 du CCAG-Travaux.

Après l'achèvement des travaux, un projet de décompte final est établi concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Par dérogation de l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, un projet de décompte final daté et signé sera dressé par l'entrepreneur concerné et remis à l'OPC avec copie au Maître d'œuvre à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux dans un délai de 45 jours calendaires.

En application de l'article 12.3.4 du CCAG, en cas de retard dans la production du projet de décompte final par le titulaire, et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final aux frais du titulaire.

En cas de rectification du projet de décompte final et par dérogation à l'article 12.3.3 du CCAG-Travaux, il n'y aura pas lieu à paiement sur la base des sommes provisoires admises.

Le projet de décompte final vérifié et accepté par l'OPC avec accord du Maître d'œuvre devient le décompte final et est transmis au maître d'ouvrage, dans un délai de 20 jours à compter de la date de remise du projet de décompte final par l'entrepreneur.

En cas de présentation d'un projet incomplet ou erroné ou nécessitant une demande de justification ou de précision, le délai de 20 jours sera prolongé d'une durée égale au retard qui en résulte pour l'établissement du décompte final

9.4 DECOMPTE GENERAL

Le décompte général sera établi par le Maître d'œuvre conformément à l'article 12.4.1 du CCAG dans un délai de 15 jours à compter de la date de remise du projet de décompte final par l'entrepreneur

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG, le décompte général signé par le maître de l'ouvrage sera notifié à l'entrepreneur dans un délai de 3 mois à compter de l'établissement du décompte final.

Si des réserves émises à la réception des travaux ne sont pas levées ou si le maître d'ouvrage a connaissance d'un litige ou d'une réclamation susceptible de concerner le titulaire au moment de la signature du décompte général, celui-ci est assorti d'une mention indiquant expressément l'objet des réserves, du litige ou de la réclamation. Cette mention n'est pas nécessairement chiffrée et est sans incidence sur les éléments composant le décompte général.

En cas de présentation d'un décompte final incomplet d'une demande de justification, ou pour tout autre motif imputable à l'Entrepreneur, le délai de 3 mois visé ci-avant sera prolongé d'une durée égale au retard qui en est résulté.

9.5 DECOMPTE GENERAL ET DEFINITIF

Le décompte général accepté et signé par l'entrepreneur ou réputé comme tel devient le décompte général et définitif du marché, il est alors le dépose sur la plateforme CHORUS par l'entrepreneur pour règlement par le maître d'ouvrage

Il est dérogé à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux en ce que seule une notification du maître de l'ouvrage validera le décompte général qui ne pourra pas devenir le décompte général définitif de manière tacite après l'expiration d'un certain délai.

9.6 PIECES JUSTIFICATIVES DES REGLEMENT DEMANDES

Généralités

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement. Lorsque le titulaire ne réclame pas d'acompte au titre des prestations déjà réalisées, il joint, à l'appui de sa demande, les seules pièces nécessaires à la justification du paiement du solde.

La transmission des justificatifs requis en appui de la demande de paiement conditionne la recevabilité de cette dernière, même dans le cas où ceux-ci auraient déjà fait l'objet d'une transmission antérieure.

Justificatifs des paiements directs aux sous-traitants acceptés

En sus des justificatifs qui auraient été normalement requis du titulaire, la demande de paiement est assortie d'une attestation du titulaire indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit réaliser au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution,

9.7 CIRCUIT DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les demandes conformes, acceptées et signées sont en application de l'article L.2192-3 et L.2392-3 du code de la commande publique déposées par le titulaire sous format électronique sur le portail public de facturation Chorus Pro l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr..>

Les informations obligatoires à renseigner sous la plateforme sont :

- Le numéro de SIRET du maître d'ouvrage : **77796087000019**
- Le code service disponible directement dans la bibliothèque des services dans CHORUS PRO. : **0080**
- Numéro d'engagent = N° du marché XXXXX-N°du lot

9.8 MODALITES DE REGLEMENT

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues en domiciliant ses paiements au crédit du/des compte(s) indiqué(s) dans l'Acte d'Engagement déduction s'il y a lieu de la retenue de garantie

Le paiement par le maître d'ouvrage interviendra dans la limite du délai global maximum de paiement des sommes dues en exécution des contrats de la commande publique, **soit 30 jours** (articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du Code de la commande publique). Ce délai court à compter de la date la validation de conformité des prestation facturée conformément à l'article R 2192-17 du code de la commande publique par l'OPC.

Toutefois :

- Lorsque, pour un marché de travaux, la demande de paiement finale doit donner lieu à l'établissement d'un décompte général soumis à l'acceptation du titulaire, le point de départ du délai global de paiement du solde est la date de réception du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage ;

9.9 RETARD DE PAIEMENT – INTERETS MORATOIRES

À l'expiration du délai de paiement de 30 jours, le défaut de mise en paiement des sommes dues en principal ouvre droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (article L. 2192-13 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage (article R. 2192-31 du Code de la commande publique).

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros (article D. 2192-35 du Code de la commande publique).

9.10 SUSPENSION DU DELAI DE PAIEMENT

Si la demande de paiement n'est pas conforme aux spécifications énoncées dans le présent marché, et notamment si elle n'est pas assortie des pièces justificatives nécessaires ou si elle est présentée avant terme, le délai de paiement est suspendu.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2192-29 du Code de la commande publique, cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

À compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global est ouvert : il est de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

10 PENALITES

REMARQUE PRELIMINAIRE

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG- Les pénalités sont dues dès le 1^{er} euro, elles sont cumulatives sans toutefois dépasser 10% du montant total hors taxes du marché considéré.

Les pénalités ne sont pas libératoires.

Les pénalités éventuelles prévues au présent marché ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée. Leur montant est exprimé en euros, net de TVA.

Les montants des pénalités éventuelles sont réputés fermes, non soumis aux mêmes conditions de variation que les prix du marché et sont ainsi invariables pendant toute la durée du marché.

Le montant des pénalités éventuellement dues par le titulaire est prélevé sur les sommes dues à titre d'acompte ou de solde, ou en cas d'impossibilité font l'objet de l'émission par le maître d'ouvrage d'un titre de recettes.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités et les primes sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire, indications qui pourront être contredites par le maître d'œuvre.

Les retenues de pénalité feront l'objet, soit de déductions des situations mensuelles, soit de l'émission d'un titre de recettes, accompagnées d'un état liquidatif des pénalités de retard

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités et des primes.

10.1 PENALITES POUR RETARD D'EXECUTION

Les stipulations suivantes sont appliquées, lot par lot, pendant l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié comme il a été indiqué ci-dessus.

Du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre et/ou l'OPC, sans mise en demeure préalable, l'entrepreneur encourt une retenue journalière fixée à 1/1 000 du montant du marché (montant considéré à la date d'expiration du délai contractuel d'exécution) sans être inférieur à 250,00 euros par jour, en dérogation de l'article 19.2 et plus particulièrement 19.2.3 du CCAG-Travaux.

Cette pénalité sera appliquée si l'une des trois conditions suivantes est remplie :

- L'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution.
- L'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai, a perturbé la marche du chantier.
- En cas d'absence de l'entreprise dont la présence est requise après notification écrite sur le chantier ou par mail du maître d'œuvre pour une intervention à exécuter dans un délai d'exécution déterminé.

10.2 ABSENCES OU RETARDS AUX REUNIONS

En dérogation de l'article 19.2 du CCAG-Travaux et du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre ou du coordonnateur OPC ou du coordonnateur SPS, sans mise en demeure préalable, l'entrepreneur encourt une pénalité en cas d'absence aux rendez-vous de chantier, aux réunions de préparation, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur OPC ou par le coordonnateur de sécurité SPS. Cette pénalité sera appliquée pour un montant fixé à :

- 250,00 euros pour les personnes chargées du pilotage du chantier absentes et dûment convoquées
- 250,00 euros pour tout autre intervenant absent et dûment convoqué.

Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier

Du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre et/ou de l'OPC, sans mise en demeure préalable, l'entrepreneur encourt une pénalité en cas de retard de plus de trente minutes aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'œuvre et/ou de l'OPC ou par le coordonnateur SPS. Cette pénalité sera appliquée pour un montant fixé à :

- 100,00 euros pour les personnes chargées de représenter l'entreprise sur le chantier « conducteur de travaux » / « responsable qualité » dûment convoqués

- 100,00 euros pour tout autre intervenant dûment convoqué

Cette retenue sera appliquée si l'entrepreneur a perturbé par son retard le bon déroulement de la réunion de chantier ou provoqué des retards dans le déroulement de la réception des travaux ou toutes autres réunions. Les comptes rendus de chantier qui sont adressés à l'entreprise précisent la date et l'heure de convocation et celles dont la présence est requise.

10.3 INFRACTIONS AUX PRESCRIPTIONS DE CHANTIER

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités ci-après indépendantes de celles visées ci-dessus et avec lesquelles elles se cumulent.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'œuvre ou du coordonnateur OPC ou du coordonnateur SPS des infractions, et après notification sur le chantier ou par mail d'avoir à exécuter la prestation au plus tard le lendemain.

- Percement, carottages, démolitions, ou toute activité pouvant constituer une nuisance sonore pour le voisinage en dehors des heures ouvrées ou le weekend :
 - o 500 euros par infraction constatée.
- Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité tant de l'immeuble, des hommes que des biens présents sur le chantier, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier suivant les dispositions du Plan Général de Coordination simplifié en matière de sécurité et de protection de la santé et ses modifications ultérieures :
 - o 100,00 euros par jour de non-respect constaté.
- Dépôt de matériaux, matériel, terres, gravois en dehors des zones prescrites :
 - o 100,00 euros par jour de non-respect constaté.
- Retard dans la production, la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux y compris à la demande de la cellule de synthèse (plans d'atelier ou de détails qui sont à la charge de l'entreprise) :
 - o 100,00 euros par jour de retard.
- Désignation tardive d'un sous-traitant suivant les stipulations de l'article 1.10 du présent CCAP à l'origine d'un dépassement du délai prévu au planning de réalisations des travaux:
 - o 100,00 euros par jour de retard.
- Retard dans la production de plans et de documents demandés explicitement par l'équipe de maîtrise d'œuvre et l'architecte :
 - o 100,00 euros par jour de retard
- Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus :
 - o 100,00 euros par jour de retard.
- Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons y compris ceux entrant dans la réalisation des locaux témoins :
 - o 100,00 euros par jour de retard.
- Retard dans le nettoyage du chantier :
 - o 150,00 euros par jour de retard.
- Retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier :
 - o 150,00 euros par jour de retard
- Non-respect des consignes de circulation des engins de chantier et/ou de livraison :
 - o 500 euros par infraction constatée.
- Dépôt d'ordures ou de matériel de chantier en dehors des zones balisées à cet effet :
 - o 400 euros par infraction constatée, pour chaque société identifiée comme responsable ou coresponsable par le maître d'œuvre et/ou l'OPC
- Absence de bac décanteur avant rejet aux égouts public des dispositifs de nettoyage des matériels de chantier:

- 400 euros par infraction constatée, pour chaque société identifiée par le maître d'œuvre et/ou l'OPC comme responsable ou coresponsable,
- Retard dans la levée des réserves :
 - 400 euros par jour de retard

Cette retenue sera appliquée si l'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans le délai, a perturbé la marche du chantier ou si l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution

10.4 DELAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

En cas de non remise dans les délais, des documents D.O.E à fournir par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du CCAG-Travaux et suivant la liste des pièces à fournir qui figure dans le C.C.T.P de chaque lot, une retenue égale à 250 euros par jour de retard sera opérée sans mise en demeure préalable en dérogation à l'article 19.3 du CCAG– Travaux. Cette retenue sera prélevée sur le dernier acompte.

Cette retenue concerne également l'ensemble des documents demandés par le coordonnateur SPS et entrant dans la composition du DIUO (dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage).

En application de l'article 40.2 du CCAG-Travaux, tout document manquant sera considéré comme une prestation prévue au marché non exécutée, et de fait fera l'objet de la retenue susvisée.

Cette retenue sera remboursée, dès que les documents manquants seront fournis.

Conditions Particulières de la Gestion des documents D.O.E et DIUO à fournir par l'entreprise :

Si l'entrepreneur n'a pas fourni les documents complets dans le délai qui lui était imparti, le maître d'ouvrage réitéra, par mise en demeure, à l'entrepreneur d'effectuer les prestations complètes dans un délai de quinze jours maximums.

Passé, ce délai, les plans des dossiers des ouvrages exécutés D.O.E. et DIOU non remis par l'entreprise concernées pourront être effectués selon les stipulations de l'article 11 Mesures coercitives ci-après, par un prestataire au choix du maître d'ouvrage, aux frais et risques et pour le compte de l'entrepreneur défaillant.

Le règlement fera l'objet, soit d'une déduction sur la retenue prélevée sur le dernier acompte complété par l'émission d'un titre de recettes si nécessaire, accompagnées d'un état liquidatif du montant des frais d'établissement total ou partiel du dossier D.O.E. et DIOU.

Mesures applicables en cas de défaut de production des attestations d'assurances

Du simple fait de la constatation par le maître d'ouvrage et sans mise en demeure préalable, le titulaire du marché encourt une pénalité fixée à cents 100,00 euros par jour en cas de retard dans la production des polices d'assurance garantissant les risques précités.

En tout état de cause, le maître d'ouvrage pourra, 5 jours après mise en demeure restée sans résultat, soit prendre les polices prévues aux frais du titulaire, soit prononcer la résiliation du marché aux frais et risques de celui-ci.

10.5 PENALITES POUR INOBSERVATION D'UNE OBLIGATION CONCERNANT LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles précédant et suivant du présent CCAP et avec lesquelles elles se cumulent.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par maître d'œuvre ou du coordonnateur OPC ou du coordonnateur SPS des infractions, et après notification écrite sur le chantier ou par mail d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain.

En cas de non-respect par l'entreprise ou un de ses sous-traitants des délais fixés au présent CCAP et concernant la santé ou la sécurité des travailleurs, une pénalité, égale 500,00 € par jour de retard, sera opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 19.2 du CCAG - Travaux.

10.6 PENALITES POUR INOBSERVATION D'UNE OBLIGATION CONCERNANT LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Lorsque le maître d'ouvrage a connaissance du non-respect par l'entrepreneur des dispositions mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail - relatives à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise – il lui enjoint par écrit de s'acquitter, dans un délai d'1 (un) mois, des formalités qui y sont mentionnées.

À défaut de régularisation par l'entrepreneur dans le délai susmentionné, une pénalité, égale à 10 % du montant du marché, sera opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur, sans mise en demeure préalable complémentaire et par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux.

Le montant de la pénalité ne saurait toutefois excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

L'application de cette pénalité sera indépendante :

- De l'application des autres pénalités visées aux articles précédents du présent CCAP et avec lesquelles elle se cumule. À ce titre, elle est applicable dès le 1^{er} euro, nonobstant toute clause fixant un éventuel seuil plancher d'application de pénalités ; par ailleurs, elle n'est pas comptabilisée dans le montant des pénalités soumis à plafonnement, nonobstant toute clause fixant un éventuel montant plafond de pénalités imputables ;
- Du signalement de l'absence de correction des irrégularités signalées aux instances de contrôle visées à l'article L. 8226-1 du Code du travail ;
- De la possibilité, pour le maître d'ouvrage, de prononcer la résiliation pour faute du marché en application des stipulations prévues à l'article 8 H II du présent CCAP, dans l'hypothèse où la situation litigieuse venait à être répétée ou à perdurer sur une période incompatible avec les impératifs de lutte contre le travail dissimulé.

11 MESURES COERCITIVES-ENTREPRENEUR DEFFAILLIANT

Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux, L'entrepreneur défaillant est mis en demeure lors d'une réunion de chantier ou par écrit qui peut être électronique, de se conformer à ses obligations sous un délai de 5 jours ouvrés.

S'il ne se conforme pas à ses obligations après cette unique mise en demeure, la mise en régie peut, sur simple décision du maître d'ouvrage, être remplacée par une exécution des prestations par une entreprise tierce, aux frais et risques de l'entrepreneur défaillant. Cette exécution peut n'être que partielle et n'implique pas nécessairement la résiliation du marché correspondant par dérogation de l'article 52 du CCAG-Travaux.

12 RESILIATION

Les clauses des articles 49 à 51 du CCAG-Travaux sont applicables, avec les précisions ci-dessous.

- Résiliation pour motif d'intérêt général

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 50.4 du CCAG-Travaux est fixé à 5 %.

Par dérogation audit article 50.4 du CCAG-Travaux, le titulaire devra déposer sa demande écrite dans un délai de 1 mois.

Résiliation du marché pour faute du titulaire

Le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Sauf dans les cas prévus aux g, i, k et l du 50.3.1 du CCAG-Travaux, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Par ailleurs, en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis par le titulaire tels que prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique, ou lorsque le Titulaire se trouve dans l'un des cas d'exclusion mentionnés à ces articles, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci par une décision de résiliation du marché. La résiliation sera alors prononcée aux torts du Titulaire, sans mise en demeure préalable et sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Résiliation du marché pour décès, incapacité civile ou incapacité physique du titulaire

Dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile ou physique du titulaire (article 50.1 du CCAG-Travaux), les prestations sont réglées sans abattement.

Résiliation en cas de groupement

En cas de groupement, dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues aux articles 50.1.1 à 50.1.3 du CCAG-Travaux, les dispositions de ces articles sont applicables.

Résiliation pour ordre de service tardif

Par dérogation à l'article 50.2.1 du CCAG travaux, l'entrepreneur n'a pas le droit d'obtenir la résiliation du marché pour ordre de service tardif.

13 CLAUSES DIVERSES

13.1 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Il sera fait application de l'article 5.2 du CCAG-Travaux, l'entrepreneur encourt une pénalité de deux cents (200) euros en cas de non-respect des obligations légales et/ou contractuelles relative à la protection des données à caractère personnel.

13.2 CLAUSE DE RENDEZ-VOUS

Il est prévu une clause de rendez-vous entre les parties.

En cas de difficulté importante rencontrée dans l'exécution du marché, les parties pourront prévoir d'une rencontre afin de trouver les solutions les plus adaptées pour permettre la poursuite de l'exécution du marché.

Cette clause de rendez-vous est notamment un préalable à l'application de la clause de réexamen.

13.3 CLAUSE DE REEXAMEN

En application des dispositions de l'article 54 du CCAG-Travaux, une clause de réexamen est prévue au marché.

Cette clause permettra notamment de pouvoir adapter le marché :

- En cas de fortes fluctuations des matières premières,
- Afin de pouvoir ajouter des prestations ou des travaux supplémentaires non prévus dans le marché initial,
- En cas de modifications des prestations prévues initialement au marché (modification, ajout ou suppression de prestations ou de travaux).

Ces clauses de réexamen sont applicables après mise en œuvre de la clause de rendez-vous.

13.4 DIFFERENTS ENTRE LES PARTIES

Il sera fait application des dispositions de l'article 55 du CCAG-Travaux en cas de différents entre les parties.

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution. L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation.

Conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique, en cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés commande publique publics de bordeaux

DREETS Nouvelle-Aquitaine – Pôle C
CCIRA de Bordeaux - Mme Stéphanie MARCON
Cité Administrative
2, rue Jules Ferry
33090 BORDEAUX Cedex
Contact : Stéphanie MARCON Secrétariat du CCIRA de Bordeaux
Tél. : 05 54 68 99 56 / 07 61 17 74 12
Courriel : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le suivant :

Tribunal judiciaire de Tulle.

Adresse : 9 quai Gabriel Péri

Téléphone : 05 55 20 24 01